

part, par le fait que les gisements sont éloignés des centres de consommation. Il en résulte que les bassins français n'ont pu constituer la base d'une grosse industrie fortement centralisée analogue à celle de la Ruhr, par exemple.

Par contre, la France est riche en forces hydrauliques, mais cette particularité favorise l'éparpillement du secteur industriel en petites et moyennes entreprises de même que le fractionnement des industries dépendant de l'agriculture s'explique par le morcellement de la propriété agraire.

Un autre élément de faiblesse de l'industrie française est sa dépendance de l'étranger pour son approvisionnement en matières premières : telles le coton, la laine (pour les 90 p. c. des besoins), celles nécessaires aux industries de la soie (surtout artificielle).

L'économie agricole s'appuie largement sur deux productions essentielles : le blé et le vin.

Le protectionnisme agraire, depuis longtemps, imprègne toute l'économie française, mais il a pris un grand développement à la fin du XIXe siècle, sous l'impulsion du ministre Méline. Jusqu'à la guerre, la paysannerie française, à l'abri du puissant mur protecteur, vivait dans une quiétude relative, que venaient cependant troubler des événements, tels ceux de la crise viticole de 1907, dans le Midi, explosant en manifestation de 700,000 producteurs à Montpellier, en mutinerie, en fusillades, en jacquerie.

Si, en France également, le processus de l'urbanisation et de la concentration industrielle, a absorbé une fraction de la population agricole, celle-ci s'est cependant maintenue à environ 40 p. c. de la population totale. Le morcellement parcellaire de la propriété a laissé subsister une multitude de petites entreprises individuelles. De plus, la transformation des producteurs paysans indépendants en petits capitalistes est loin d'être aussi avancée qu'aux Etats-Unis, qu'en Angleterre ou en Allemagne, et la prolétarianisation paysanne s'en trouve ralentie : la petite propriété s'oppose au développement des grandes cultures qui exigent l'utilisation de puissants moyens de production et d'importants capitaux. Ces facteurs ont fait de l'agriculture française une des plus retardataires d'Europe, en dépit de la fertilité et de la richesse du sol : pour le froment, le rendement à l'hectare est inférieur, par rapport à la Hollande, de 50 p. c. ; à la Belgique, de 40 p. c. ; au Danemark, de 43 p. c., à l'Angleterre, de 35 p. c. ; à l'Allemagne, de 22 p. c., et dépasse à peine celui de l'Italie.

La stabilité relative de la production agricole et le protectionnisme traditionnel ont cependant permis à la France d'offrir une meilleure résistance à la tourmente de la crise agricole mondiale.

Voyons maintenant quels sont les éléments qui renforcent l'armature du capitalisme français :

1° Nous venons d'indiquer l'existence d'une importante couche de petits paysans indépendants ; cette catégorie sociale, de par la position qu'elle occupe dans le processus de la production générale, n'est pas soumise à la loi du salariat et échappe à l'instabilité qui caractérise la vie du prolétariat : le producteur « indépendant », exprimant l'unité de la production, peut encore s'approprier le produit total de son travail (indépendamment des facteurs capitalistes qui réduisent son revenu). Sa capacité d'achat, de consommation, conserve donc un équilibre relatif.

2° Une importante couche de petits bourgeois entiers, vivant principalement sur la plus-value coloniale, transformée en intérêts d'emprunts.

3° Un secteur industriel moins concentré, composé surtout d'entreprises de la section II (Industries de consommation) à composition organique moyenne et utilisant une fraction plus grande de main-d'œuvre (se traduisant par l'absence de chômage permanent), ce qui élargit le fonds de consommation : jusqu'au seuil de la crise, l'industrie cotonnière écoulait les trois quarts de sa production sur le marché intérieur, l'industrie lainière la moitié, la métallurgie les trois quarts de sa production de produits finis.

4° Un puissant appareil financier.

5° La possession d'un riche domaine colonial, prolongement du marché métropolitain et vaste réservoir de plus-value.

Examinons rapidement les deux derniers éléments :

L'oligarchie financière. — En dépit de l'extrême subdivision de la propriété et d'une répartition de la richesse plus large que dans d'autres pays, le capital, en France, est fortement concentré : 1 p. c. de la population détient 50 p. c. du capital total et 10 p. c. raflent 80 p. c. du total des biens.

Les revenus sont moins concentrés, et cela va de soi, puisqu'il faut à chacun, pour vivre, ne fut-ce qu'une infime parcelle de ces revenus : 1/10 de la population reçoit les 45 p. c. des revenus, 50 p. c. de la population détiennent 1 p. c. du capital et reçoivent 18 p. c. des revenus.

C'est en France que se vérifie le mieux l'aphorisme : « les affaires, c'est l'argent des autres ». Le pillage du « bas de laine » paysan, le drainage de l'épargne de la petite bourgeoisie en échange de titres de rentes, sont à l'origine d'une large concentration capitaliste et d'un développement du système des participations faisant de la France d'aujourd'hui, l'économie impérialiste type où domine, en despotisme, le capital financier. Tout l'appareil économique est aux mains de quelques oligarques. Nulle part ailleurs l'Etat, la presse, les autres organes de la vie sociale ne subissent une telle emprise de la finance ; le monopole des émissions de valeurs est détenu par quatre banques, les opérations financières prennent le pas sur les activités économiques proprement dites : 13 milliards d'emprunts ont été émis de 1919 à 1932 en faveur de divers Etats, dont 42 p. c. à la Petite Entente et à la Pologne. Le capital français est l'usurier de l'Europe.

L'Empire colonial. — Vers 1880, l'accumulation des capitaux est déjà telle que, sous l'impulsion du capital financier, commence à se développer la politique annexionniste coloniale qui va faire de la France la seconde puissance coloniale. Le trait essentiel de ce vaste empire, c'est son unité géographique (abstraction faite du domaine asiatique et de quelques autres petites possessions), qui lui confère une supériorité sur l'Empire britannique de même que l'absence de Dominions semi-indépendants et une plus grande centralisation lui donnent plus d'homogénéité et en rend l'exploitation plus directe et plus aisée. De plus, les colonies françaises sont peu industrialisées et ne s'érigent pas en concurrentes de la Métropole : elles « s'offrent », comme magnifiques sources de produits d'appoint : l'impérialisme français dispose en Afrique du Nord : du complément de blé, de vin et de fer. En Indo-Chine, il s'approvisionne totalement en riz. En Afrique, de cacao, d'huile ; en Nouvelle Calédonie, de nickel, de chrome. Par contre, il y dispose de peu de laine, de coton, de soie, de lin, indispensables à ses principales industries.

D'autre part, le marché colonial est le prolongement du marché métropolitain, particulièrement pour l'industrie cotonnière qui y exporte 1/5 de sa production et pour la construction mécanique, qui y a écoulé 50 p. c. de ses exportations en 1932.

LE CAPITALISME FRANÇAIS DANS LA CRISE. — Après la guerre, l'économie française reprit son essor, avec une continuité que ne connurent pas d'autres pays industriels ; il y eut seulement un ralentissement après la stabilisation du franc en 1928. Nous avons cité les facteurs qui justifient l'entrée de la France dans la crise, seulement à la fin de 1930, et qui expliquent aussi pourquoi la crise agraire y fut enrayée. Mais, en ce début de 1934, le centre de gravité de la dépression mondiale s'est nettement déplacé vers la France. On y assiste à l'étranglement du commerce extérieur, au rétrécissement du marché intérieur, au développement à un rythme accéléré de la crise agricole, au déficit vertigineux du budget, à l'effondrement des colonies.

Production industrielle. — La courbe de la production suit à peu près celle du mouvement mondial. Fin 1933, l'indice général marque une baisse de 25 p. c. sur 1929, la métallurgie 40 p. c., les textiles 20 p. c., la production de la fonte et de l'acier 40 p. c.

La dépression la plus forte s'observe en juillet 1932. Puis il y a relèvement jusqu'en juillet 1933. Depuis cette date, le recul s'accroît, particulièrement en métallurgie : pour la fonte et l'acier, la production est retombée à peu près à celle de 1932, bien que restant légèrement supérieure du fait que la grosse métallurgie est alimentée surtout par les fabrications de guerre. Pour 1934, il ne se dessine aucune perspective d'amélioration : l'avance prise par la métallurgie française, en 1933, au sein du cartel de l'acier, lui impose le stockage et la réduction de sa production ; de plus, les prix de monopole favorisent la renaissance des entreprises secondaires